

# Les Actes



## Le monde en 2025

2<sup>ème</sup> rencontre de la Prospective  
mardi 18 mars 2008  
avec Mme Nicole GNESOTTO

## **Le monde en 2025**

**2<sup>ème</sup> rencontre de la Prospective  
mardi 18 mars 2008  
avec Mme Nicole GNESOTTO**

Charbonnières les Bains

**Actes N°2008-05**



## Le CESR en quelques mots...

Le CESR concourt à l'administration de la région aux côtés du Conseil régional et de son Président.

Il s'agit d'une assemblée consultative qui émet des **avis** (saisines) et **contributions** (autosaisines). Elle est représentative de la vie économique et sociale de la région.

**Expression de la société civile** dans toute sa diversité, les propositions du CESR éclairent les choix des décideurs régionaux.

Vous souhaitez suivre l'actualité du CESR Rhône-Alpes,  
inscrivez-vous à la [lettre@rhonealpes.fr](mailto:lettre@rhonealpes.fr)

OU

retrouvez les informations sur  
le site internet de la Région Rhône-Alpes : [www.rhonealpes.fr](http://www.rhonealpes.fr)

## **Ouverture de la rencontre par monsieur Bruno LACROIX, président du Conseil économique et social régional Rhône-Alpes et monsieur Bernard POUYET, président de la section Prospective du CESR Rhône-Alpes**

**Président LACROIX.** - Je suis heureux de saluer et d'accueillir M. Challeat, représentant du Préfet de région, M. Claude Dupuy, vice-président du Conseil économique et social régional de Midi-Pyrénées et président de la section Prospective de ce CESR, François Auguste, vice-président du Conseil régional, Gérard Leras, conseiller régional, Christian Avocat, conseiller régional et puis M. François Gaudichet, directeur régional de la Banque de France.

Je tiens à vous dire ma double satisfaction de vous accueillir pour cette deuxième rencontre de la Prospective. Satisfaction tout d'abord d'avoir à la tribune, comme intervenante, Mme Nicole Gnesotto. Je laisserai le soin à Bernard Pouyet, notre deuxième vice-président et aussi président de la section Prospective, de vous présenter Mme Nicole Gnesotto.

Merci madame d'avoir bien voulu répondre à notre invitation, nous vous en sommes très reconnaissants.

Satisfaction aussi de constater que ces rencontres attirent de plus en plus de personnes, d'origines tout à fait diverses, ce qui prouve notre volonté de communication et d'échange sur des sujets de fond. Cela correspond à une véritable attente. On peut considérer que c'est une nouvelle mission de notre Conseil économique et social régional Rhône-Alpes.

Madame, j'ai examiné avec grand intérêt l'ouvrage que vous avez dirigé et j'en ai particulièrement apprécié la structure. Les tendances tout d'abord, leur signification géographique conduisant naturellement à une synthèse appliquée à l'Union européenne, pour terminer sur trois questions clés pour l'avenir, concernant le système mondial, sa gouvernance et la démocratie.

Dans un monde global, où l'interdépendance avec le local est totale, nous ne pouvons envisager l'avenir de Rhône-Alpes sans nous interroger sur le devenir du territoire à l'aube du système mondial. Ainsi, plus que jamais, il me semble que la formule s'applique : "Think global, act local".

**M. POUYET.**- Merci Monsieur le Président. Nicole Gnesotto, merci d'avoir répondu à notre invitation. Une présentation rapide, si vous le permettez. Vous êtes normalienne, agrégée de lettres modernes, vous avez même enseigné en lycée, et ensuite vous vous êtes intéressée et passionnée pour les questions de sécurité et de problèmes internationaux.

À ce titre, vous avez été chef adjointe du Centre d'analyse et de prévision au Ministère des affaires étrangères, vous avez dirigé l'Institut de sécurité de l'Union européenne occidentale (l'UEO), lequel en 2001 est devenu l'Institut d'étude de sécurité européenne. Vous êtes vice-présidente de "Notre Europe", qui est une sorte de think tank européen adapté à la politique sécuritaire de l'Union. Aujourd'hui, vous occupez la chaire qui est en voie de création au CNAM sur l'Union européenne. Vous avez publié plusieurs ouvrages sur les questions de sécurité et vous avez coordonné avec Giovanni Grevi un ouvrage collectif l'auquel le Président Lacroix vient de faire référence et qui a justifié notre intérêt et votre présence ici, un ouvrage collectif sur "Le monde en 2025".

Dans la préface à cet ouvrage, j'ai noté que Pascal Lamy écrit ceci : "Faire l'Europe ne peut plus se concevoir sans comprendre le monde". Je crois que c'est exactement le propos qui est à l'origine de votre ouvrage, en tout cas c'est le résultat : aider les citoyens, aider les décideurs, de l'Europe -mais pourquoi pas des Etats nations, mais pourquoi pas d'une région qui, comme la

---

<sup>1</sup> Le monde en 2025 de Nicole GNESOTTO, Giovanni GREVI...Robert Laffont, 2007

nôtre, est une région qui se compare en population à des Etats comme le Danemark ou la Suisse, à savoir dans quel monde ils vont évoluer.

Vous allez nous présenter cette sorte de cartographie du monde à 2025. À certains égards nous nous sentirons peut-être très éloignés des questions quotidiennes qui sont les nôtres, mais chaque fois nous nous poserons la question, précisément : est-ce que notre quotidien ne va pas être transformé en fonction de tel ou tel type de tendance qui se vérifiera ou pas, ou de tel événement qui se produira ou pas ?

Merci de nous aider à comprendre le monde en 2025, pendant à peu près 35 à 40 minutes suivies d'un débat.

## Intervention de madame Nicole GNESOTTO

**Mme GNESOTTO.**- Merci beaucoup, messieurs les présidents, de votre invitation. C'est un très grand plaisir pour moi de venir discuter avec vous de cet avenir.

C'est un peu un pari d'autant plus difficile aujourd'hui que nous vivons des événements, aussi bien politiques en Chine, que financiers sur la scène internationale, qui pourraient faire penser que tout va changer et que rien n'est plus prévisible sur la planète. J'y reviendrai tout à l'heure, mais en tout cas, c'est un moment d'autant plus intéressant pour essayer de déceler ce qui est de l'ordre de la crise conjoncturelle et ce qui est de l'ordre de certaines stabilités structurelles que l'on pourrait déceler pour les vingt prochaines années.

Avant de commencer vraiment de vous donner l'essentiel des conclusions que nous avons tirées dans cet ouvrage, juste un mot de méthode et de prudence en introduction.

Ce livre est le fruit du travail collectif de l'équipe de l'Institut d'étude de sécurité de l'Union européenne que je dirigeais entre 2002 et 2007. Cet institut est une agence récente créée par les ministres de l'Union européenne. Elle travaille directement sur l'ensemble des questions de politique étrangère, directement pour les 27 ministres des affaires étrangères de l'Union, et pour Javier Solana le haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne.

On nous avait demandé, en 2005, dans le cadre de l'évolution de la politique européenne de défense, de regarder un peu comment serait le monde en 2025. Nous avons rendu un rapport très court de quinze pages que les ministres, dans leur sagesse, n'ont pas rendu public.

Nous nous étions dit, en tant qu'agence de l'Union européenne, que c'était quand même un travail passionnant. Nous avons pris l'initiative de compléter ce travail, de l'enrichir, de l'approfondir, et donc de le publier. Une version anglaise est parue en 2006 et la version française chez Robert Laffont en octobre dernier.

Sur la méthode, nous avons délibérément choisi un scénario de continuité, c'est-à-dire que nous avons pris un certain nombre de grands indicateurs : l'économie, la démographie, l'énergie, l'environnement et ce que nous avons appelé les sociétés, ainsi que les sciences et technologies. Nous avons pris ces grands indicateurs et nous avons simplement regardé les tendances actuelles et en les extrapolant sur les vingt ans à venir pour voir quel monde pouvait se dessiner à partir de ces extrapolations.

C'est une hypothèse de départ qui se veut un scénario de continuité et, pour cela, nous n'avons rien inventé, nous avons dépouillé à peu près 800 documents c'est-à-dire toutes les analyses prospectives que l'on a pu trouver, émanant aussi bien des organisations internationales (l'ONU, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce), des organismes privés, notamment les banques et les compagnies d'assurance, les entreprises étatiques, en particulier les ministères de l'économie, des affaires étrangères et de la défense, les rapports prospectifs des Organisations non gouvernementales. Nous avons simplement dépouillé ces éléments en essayant de voir quels étaient les points communs entre ces différents acteurs de l'environnement international.

Nous n'avons pas intégré de scénario de rupture, volontairement, tout en sachant que nous vivons dans un temps où l'accélération historique est absolument extraordinaire, accélération du temps scientifique, du temps économique, du temps politique, et que donc des ruptures brutales sont absolument possibles et même probables dans les vingt ans qui viennent. Nous avons décidé de ne pas les prendre en compte dans l'analyse de ces grands indicateurs à venir.

Nous avons donc évacué les possibilités de rupture brutale, comme une grande pandémie qui obligerait à fermer l'ensemble des ports, des aéroports et l'ensemble du transport mondial pendant quelque temps, ce qui serait une vraie rupture dans la mondialisation. Nous n'avons pas

pris en compte par exemple la possibilité d'un attentat à base de matières chimiques ou nucléaires qui, là aussi, aurait un effet de rupture très brutale sur l'environnement international.

Nous avons pris ce scénario de continuité et la première conclusion que j'en tire, vous le verrez, c'est que ce scénario de continuité implique malgré tout un certain nombre de modifications très profondes de l'environnement international, modifications qui ne vont pas, selon nous, dans le sens de la stabilité du système.

Deuxième point de méthode et de prudence, nous n'avons pas pris en compte dans l'étude de ces grands indicateurs les politiques que les Etats ou les acteurs internationaux pourraient être amenés à prendre en réponse à ces prévisions.

Par exemple, quand on dit que l'Union européenne sera en 2025 dépendante à 60 % de l'extérieur pour sa consommation en énergie fossile, bien évidemment c'est un chiffre que nous tirons d'un certain nombre d'analyses, mais nous n'avons pas pris en compte des éventuelles réponses que les pays européens pourraient décider, que ce soit de nouvelles technologies, que ce soit une redistribution de leurs sources d'approvisionnement énergétique. Nous avons simplement tiré des conclusions à partir de l'analyse des indicateurs tels qu'ils sont.

Je dis cela en introduction pour prévenir un certain nombre de critiques, de questionnements qui pourraient être faits. Ce livre n'est donc pas une description objective, ni exhaustive du monde, mais c'est, je crois, de façon très honnête, la synthèse de ce que l'ensemble des acteurs internationaux prédisent chacun dans leur domaine propre sur l'évolution des grands indicateurs.

Je vais entrer tout de suite dans cette **première partie** en vous donnant la synthèse de ce que nous avons trouvé, peut-être pas pour tous, mais en tout cas pour **4 ou 5 grands indicateurs**.

### 1<sup>er</sup> indicateur

Je commence par **l'économie** qui est le seul socle que nous ayons aujourd'hui pour penser le système international. Il n'y a plus de système politique international depuis la disparition de l'Union soviétique, et donc nous partons de l'hypothèse que la mondialisation est l'élément structurant de l'ensemble des activités humaines. La conclusion que nous tirons, c'est que bien évidemment la mondialisation va continuer dans les vingt ans qui viennent avec un pourcentage d'augmentation d'à peu près 3 % par an du PIB mondial, mais avec un certain nombre de tensions et de contradictions que je résume rapidement.

**La mondialisation**, c'est effectivement trois choses.

- Premièrement, **une multiplication du nombre des acteurs économiques dans le monde, en particulier des puissances asiatiques** -le 21<sup>ème</sup> siècle sera de toute évidence un siècle asiatique-. Je donne quelques chiffres. On considère que le PIB de la Chine et celui de l'Inde vont être multipliés par 3 d'ici 2025. D'ici 2025, les pays de l'Asie produiront à peu près 38 % de la richesse mondiale, ce qui est en gros l'équivalent de ce que produiront les pays de l'OCDE qui seront à 40 % de la production de la richesse mondiale, donc un rattrapage tout à fait considérable de l'Asie par rapport à ce que nous appelons traditionnellement les pays occidentaux. Et une anticipation de la Chine comme premier exportateur mondial en 2025.

C'est le premier point : la mondialisation, l'apparition de nouveaux acteurs, de nouvelles puissances économiques tout à fait considérables qu'il ne faut plus appeler les puissances émergentes : ce sont des puissances installées et bien installées dans le système économique international.

- Deuxièmement, la **mondialisation, c'est une réduction historique de la pauvreté dans le monde**. Là, les chiffres des Nations-Unies sont tout à fait frappants. Elles considèrent que 400 millions de personnes sont déjà sorties de l'extrême pauvreté, c'est-à-dire de gens qui vivent avec moins de 1 dollar par jour. C'est donc une réduction tout à fait historique de la pauvreté dans le monde.

L'Inde, par exemple, met sur le marché du travail 15 millions de personnes tous les ans, donc 15 millions de personnes qui sortent de la pauvreté pour entrer dans le système économique industriel.

• Mais, et c'est le troisième point de cette mondialisation, à côté de cet enrichissement général de la planète, à côté de cette multiplication des acteurs économiques et de cette réduction de la pauvreté dans le monde, il y a un grand mais, qui est que **la mondialisation n'est ni mondiale, ni globale**. C'est-à-dire qu'elle ne concerne pas tous les pays de la planète et à l'intérieur de chacun des pays, elle ne concerne pas toutes les catégories sociales. C'est là le grand paradoxe et la grande tension de la mondialisation.

Par exemple, au niveau international, 56 pays compteront pour moins de 0,01 % du commerce mondial, 1/3 de la population mondiale sera toujours dans un état d'extrême pauvreté et, s'agissant de l'extrême pauvreté, le chiffre que je vous ai donné, qui est un chiffre global, est dû essentiellement à l'enrichissement de la Chine, mais il masque une réalité qui est l'appauvrissement continu, en particulier du continent africain. Le nombre de pauvres en Afrique, c'est-à-dire de gens qui vivent avec moins de 1 dollar par jour est passé de 160 millions de personnes il y a vingt ans à pratiquement le double aujourd'hui. **Les prévisions pour 2025 sont tout à fait dramatiques pour le continent africain.**

Une mondialisation très inégale qui entraîne non seulement d'un côté un enrichissement généralisé de la planète, une diminution du nombre de pauvres, mais en même temps, un accroissement considérable du différentiel de richesses entre les riches et les pauvres, aussi bien au niveau international qu'au niveau national dans chacun de nos Etats.

C'est cet écart-là qui crée toutes les tensions sociales que nous connaissons à l'intérieur de nos pays, en particulier la perception négative de la mondialisation. C'est vrai qu'elle implique une paupérisation relative des classes moyennes dans les pays développés et une perception négative de la mondialisation dans un certain nombre de pays du sud. Elle implique le maintien de la paupérisation d'une grande partie du sud, en particulier du continent africain et de l'essentiel du monde arabo-musulman.

C'est ce point sur lequel nous insistons beaucoup : la mondialisation est source autant de solidarité, d'interdépendance, d'unification des sociétés et des économies mondiales, qu'elle est source de disparités, de fragmentations, de frustrations, de ressentiments entre les sociétés qui forment la communauté mondiale. C'est cette tension-là, dont on ne sait pas sur les vingt ans qui viennent, de quel côté le déséquilibre se fera.

Mon opinion, c'est que l'aggravation de ce différentiel entre ceux qui ont et ceux qui n'ont pas, aussi bien au niveau international qu'au niveau national, va se poursuivre et que l'on va devant de vraies tensions nord-sud et de vrais problèmes politiques dont les racines seront essentiellement le sous-développement économique d'une large partie de la planète.

### 2<sup>ème</sup> indicateur

Deuxième indicateur, très rapidement, **la démographie**. Là, c'est beaucoup plus simple et moins contestable. En 2025, on considère que la population mondiale sera stabilisée à peu près autour de 8 milliards d'habitants. Plus de la moitié de cette population vivra en Asie. 4,7 milliards d'habitants en 2025 ne seront pas des occidentaux et le rétrécissement démographique de l'Occident est un destin historique. **Ensemble, les Etats-Unis et l'Union européenne des 27, nous ne représenterons plus, en 2025, qu'environ 8 % de la population mondiale.**

Je rappelle qu'au 19<sup>ème</sup> siècle, au plus fort de la puissance coloniale des états européens, l'Europe du 19<sup>ème</sup> siècle comptait pour 22 % de la population mondiale. C'est exactement aujourd'hui en 2008 ce que pèse la Chine. Dans vingt ans, nous ne serons plus que 8 % de la population mondiale avec des chiffres autour de nous qui sont très parlants : le continent africain comptera plus d'un milliard d'habitants, avec une croissance démographique de 43 %, l'ensemble du monde Maghreb, Moyen-Orient, comptera à peu près 550 millions d'habitants, avec une croissance de

38 %. La croissance démographique de l'Union européenne en moyenne est de 2 %, la croissance des Etats-Unis reste forte à cause de l'immigration, 17 % de croissance démographique.

En tout, globalement, un rétrécissement très clair de la part démographique des occidentaux dans la communauté internationale et un monde qui sera à plus de 50 % un monde peuplé d'asiatiques. Non seulement l'Occident se rétrécit en quantité, mais il vieillit également beaucoup plus vite que le reste de la population. Là aussi, les chiffres sont très frappants et consensuels dans tous les rapports que nous avons consultés.

Dans les pays occidentaux, les plus de 60 ans feront à peu près 30 % de la population, alors que dans les pays nouvellement développés, même si la Chine a commencé sa transition démographique, dans les pays émergents et sous-développés les plus de 60 ans ne feront que 13 % de la population, avec là encore des écarts tout à fait considérables. En Afrique, 59 % de la population, c'est-à-dire 59 % de 1 milliard auront moins de 25 ans et seront dans un état de sous-développement économique absolument massif. En Afrique du Nord, Moyen-Orient, 45 % de la population auront moins de 25 ans dans un état également de mauvaises conditions économiques.

Nous ne développons pas toutes les conséquences que l'on peut en tirer en termes d'appel migratoire des pays du sud vers les pays de l'Union européenne, mais ces écarts démographiques joints à des différentiels économiques impliquent forcément que **les grandes vagues migratoires sont devant nous et non pas derrière nous.**

### 3<sup>ème</sup> indicateur

Troisièmement sur **l'énergie**, là aussi très rapidement. D'ici vingt ans l'Agence internationale de l'énergie prévoit une augmentation de 60 % de la demande dans le monde en énergie fossile, c'est-à-dire essentiellement le pétrole et le gaz. Sur ces 60 % d'augmentation de la demande, les 2/3 viendront des puissances asiatiques, qui vont être les grands consommateurs, les grands demandeurs de pétrole et de gaz. D'ailleurs on le voit déjà pour la Chine qui est devenue un pays à la recherche de pétrole et de gaz.

Aujourd'hui, on a le développement de toute une diplomatie chinoise qui n'a strictement rien à voir avec les intérêts diplomatiques traditionnels mais qui est une vraie diplomatie pétrolière et gazière en particulier en Afrique. La Chine est maintenant parfaitement installée sur l'ensemble des gisements pétroliers africains, en particulier en Afrique du nord, en Algérie, en Iran, en Asie de l'Est.

Un accroissement donc considérable de la demande de la part de ces nouvelles puissances économiques, le problème ici n'étant pas un problème de raréfaction des ressources. Sur l'échéance qui était la nôtre, 2025, il y a assez de pétrole et de gaz dans le monde pour satisfaire à l'ensemble de la demande mondiale. Ce n'est pas cela le problème.

Le problème, il est double. Il est premièrement l'accès aux ressources parce qu'il se trouve que 90 % des réserves de pétrole et de gaz dans le monde sont dans des zones de crises, soit ouvertes, soit très probables d'ici 2015, c'est-à-dire essentiellement la Russie, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, donc un accès aux ressources difficile. Par exemple, si vous prenez le cas de l'Irak, l'Irak aujourd'hui n'a pas retrouvé son niveau de production pétrolière qui était le sien avant la première guerre de 1991. C'est un vrai problème géopolitique.

Le deuxième problème, qui est un problème économique, est le besoin en investissements considérables, en particulier de la part de la Chine et l'Inde pour, d'une part, acheminer cette ressource énergétique et, d'autre part, pour moderniser leurs propres infrastructures pétrolières, gazières ou d'électricité de façon à satisfaire à la demande.

La Chine, par exemple, est extrêmement dépendante d'un transport très, très long et certains calculs disent qu'il faudrait que la Chine investisse à elle seule 15 % de l'ensemble des investissements mondiaux dans la modernisation des infrastructures énergétiques pour pouvoir

satisfaire à sa demande. C'est de l'ordre de 3 000 milliards de dollars, ce qui n'est pas aujourd'hui à la portée de l'économie chinoise.

C'est simplement pour montrer qu'en matière énergétique, le problème n'est pas la quantité de réserves, mais l'accès aux zones de production et les investissements nécessaires pour l'acheminement et l'utilisation de ces sources d'énergie.

#### 4<sup>ème</sup> indicateur

Quatrième indicateur de **l'environnement**, l'état de la planète. Encore une fois à l'échéance qui est la nôtre, 2025, on ne peut pas considérer que la planète est entrée dans une zone de bouleversements majeurs à cause notamment des effets du réchauffement climatique. Les grandes catastrophes géographiques, climatiques, prévisibles se situent au-delà, après 2050 et non pas à l'horizon qui était le nôtre.

Néanmoins, il y a, dans les vingt ans qui viennent, un certain nombre de crises environnementales totalement prévisibles et qui auront des effets très importants en termes de stabilité des sociétés et stabilité des régimes politiques en place dans un certain nombre de pays.

Ces deux problèmes sont : premièrement, **la pollution urbaine**. D'ici 2025, on considère que plus de la moitié de la population mondiale vivra dans des agglomérations urbaines avec, pour les grandes mégalo-poles, des conditions tout à fait primaires en termes de ramassage des déchets, d'évacuation des déchets, donc un fort accroissement des pollutions urbaines avec toutes les conséquences climatiques qui peuvent en résulter comme les nuages toxiques autour des grandes mégalo-poles d'Asie, par exemple.

Deuxième problème tout à fait prévisible, c'est **la raréfaction de la quantité d'eau potable** disponible dans le monde. C'est un vrai problème à la fois économique pour les pays qui en sont victimes et un vrai problème de sécurité parce que les guerres de l'eau, là aussi, sont probables devant nous.

Je donne quelques chiffres. On considère que d'ici quinze ans 40 % de la population africaine souffrira de stress hydrique. Au Moyen-Orient par exemple, la quantité d'eau potable disponible diminuera de 50 % sur les quinze prochaines années. En Chine, les prévisions parlent de 20 à 30 millions par an de réfugiés environnementaux à cause de l'incapacité du pouvoir politique de prévoir ou de gérer les conséquences sociales des crises environnementales que connaît ce pays. 180 millions de Chinois sont déjà aujourd'hui dépendants d'eau polluée pour leur vie quotidienne. Quand on pense à la propagation de maladies, à l'apparition de nouveaux virus, bien évidemment ce sont des conditions que l'OMS considère comme des conditions négatives et qui pourraient favoriser l'apparition de nouvelles maladies ou la réapparition d'anciennes souches que l'on considérait éteintes sur la planète.

Vous voyez que pour un certain nombre de régions du monde, ces indicateurs sont plutôt négatifs et en particulier pour la zone africaine et la zone Moyen-Orient il est difficile de trouver des indicateurs positifs.

Cela ne veut pas dire que certains pays dans cette zone ne vont pas pouvoir intégrer la mondialisation économique mais, pris globalement comme des entités géographiques ou politiques, ce grand sud de l'Europe (Afrique et Moyen-Orient) sera, d'ici vingt ans, dans une situation d'instabilité multiple à cause de l'échec économique, de la dégradation environnementale, de la difficulté d'exploitation des matières premières, de la croissance démographique tout à fait extraordinaire dans ces zones. Un ensemble de problèmes qui s'accumulent plutôt au sud de l'Union européenne.

**Quelles conclusions peut-on en tirer pour le système international lui-même ?**

Ce que nous voulons mettre en évidence dans le livre, premièrement au niveau du système international lui-même parce que c'est quand même très important pour des acteurs, que ce soit des acteurs politiques ou des acteurs économiques, c'est de savoir dans quel monde ils vont vivre et surtout quel type de régulation globale va s'imposer d'ici vingt ans.

**1<sup>ère</sup> conclusion :** Ce qui est très clair, c'est que **nous sommes entrés déjà dans un monde multipolaire**. Nous avons connu depuis la Seconde guerre mondiale d'abord une grande phase d'un système bipolaire, le communisme d'un côté, les démocraties se partageaient mais tout en régulant l'ensemble du système international. Nous avons connu depuis 1990 une petite phase de système unipolaire, où la puissance américaine était l'élément structurant de l'ensemble des relations économiques et politiques mondiales. Cette phase est également finie. Nous entrons dans un système multipolaire où, peut-être pas à égalité, mais parfois d'ailleurs à égalité, plusieurs puissances vont se partager le pouvoir planétaire.

Dire qu'un monde est multipolaire cela ne veut pas dire que le monde est plus stable qu'autrefois. Toute la question étant de savoir quel type de multipolarité, quel type de relations ces grands pôles de puissance vont instaurer les uns avec les autres.

Là, on peut avoir **plusieurs scénarios**. On peut avoir une multipolarité totalement anarchique, c'est-à-dire où les puissances s'entendront ou s'affronteront en fonction de leurs intérêts spécifiques. On peut avoir une multipolarité agressive, c'est-à-dire où un certain nombre de pôles de puissances, notamment à cause de la répartition ou de l'accès aux matières premières entreront dans une phase de compétition beaucoup plus agressive pour l'accès aux marchés et l'accès aux sources d'énergie. Et on peut avoir aussi une multipolarité régulée par un ensemble de règles, de codes, d'institutions internationales.

C'est bien sûr l'objectif de l'Union européenne, c'est-à-dire d'aider à une régularisation optimale de cette mondialisation, mais ce n'est pas le pari de tout le monde et en tout cas ce n'est pas aujourd'hui le pari le plus facile à faire.

Toutes les institutions internationales que nous avons pour réguler la mondialisation, qu'il s'agisse de l'OMC, qu'il s'agisse du FMI ou qu'il s'agisse de l'ONU pour les affaires politiques, sont aujourd'hui en crise d'efficacité et en crise de légitimité. Elles ne sont pas légitimes pour une bonne partie de la planète, je pense en particulier à l'ONU, et elles ne sont pas efficaces pour une bonne partie des relations économiques mondiales, y compris des relations financières où, aujourd'hui, on ne sait pas quel est le système international capable de réguler ou d'aider à la prévention des crises financières telle que celle que l'on vit aujourd'hui.

C'est une des grandes questions pour l'avenir : comment réguler les différents aspects de cette mondialisation économique ?

Les Américains, comme vous le savez, ont une idée. Ils ont de nouveau une vision bipolaire du monde, un schéma très simple qui est d'organiser le monde entre, d'un côté, la ligue des démocraties, l'alliance des démocraties et des pays développés, et de l'autre côté, tous les autres. Il y a encore dans "Le Monde" d'aujourd'hui un article du candidat républicain aux Etats-Unis, M. McCain, sur la ligue des démocraties comme structuration de l'avenir de la planète, donc nous et eux, ce qui d'un point de vue européen paraît un tout petit peu simpliste pour organiser la compétitivité de la mondialisation économique.

En tout cas, les Américains ont une vision, ils ont un projet et en face, bien évidemment, les Européens n'en ont pas. Ils ont beaucoup de critiques vis-à-vis des projets américains, mais ils n'ont pas encore de projet structuré pour l'organisation d'une nouvelle gouvernance mondiale nécessaire. Quand on prend le réchauffement climatique, quand on prend la gestion des futurs risques pandémiques comme on a pu en avoir un aperçu lors de la grippe aviaire, il est évident que ces choses-là doivent se gérer au niveau mondial. Il faut de nouvelles organisations de régulation internationale de façon à prévenir et si possible guérir les crises quand on n'a pas pu les empêcher d'arriver.

**2<sup>ème</sup> conclusion** : La deuxième grande conclusion que nous tirons de ces indicateurs, c'est que **la carte de l'insécurité dans le monde va suivre la carte des échecs de la mondialisation économique**. Là, il y a trois régions sensibles qui sont le monde russe, l'Afrique et le monde musulman. Est-ce que ces trois régions vont réussir le pari de la modernisation économique et faire rentrer leurs sociétés dans l'économie mondialisée ?

Selon la réponse positive ou négative que vous donnez à cette question, bien évidemment vous avez une vision très différente de l'avenir de la sécurité internationale. Nous, notre conclusion, c'est que les perspectives restent très ouvertes pour la Russie, notamment à cause du bénéfice extraordinaire qu'elle fait sur le prix de l'énergie depuis quelques années. En revanche, nos pronostics sont plutôt négatifs pour le continent africain et pour la zone Afrique du Nord, Moyen-Orient. Encore une fois, cela ne veut pas dire que certains pays dans ces zones ne pourront pas effectivement rejoindre l'économie mondialisée.

Quand on regarde très globalement les zones d'insécurité et d'instabilité de la planète, nous n'avons pas de doute, nous, en tout cas, que l'essentiel de l'instabilité et de l'insécurité sera au sud de l'Union européenne, c'est-à-dire l'Afrique et le Moyen-Orient.

**3<sup>ème</sup> conclusion** : Troisième grande question pour l'évolution des grands équilibres internationaux, c'est **celle de la démocratie dans le monde** qui a été très à la mode depuis la nouvelle administration américaine, mais qui est aussi **un vrai sujet de sciences politiques**.

• **La première question : Est-ce que le développement économique entraîne forcément l'apparition à terme d'une forme de démocratie politique ?** Autrement dit, est-ce qu'il y a une relation de cause à effet entre un enrichissement très important d'un pays, l'apparition d'une classe moyenne, l'apparition de la notion d'entreprise et d'initiative privée, et la traduction politique, c'est-à-dire le passage à un système démocratique plus ou moins parlementaire ?

Des milliers de tonnes d'ouvrages de sciences politiques ne peuvent pas répondre à cette question. Ce que l'on sait c'est qu'en Amérique latine, la réponse est plutôt oui. Ce que l'on voit par exemple du développement de l'Asie et en particulier de la Chine, c'est qu'il n'y a pas d'évidence de lien de cause à effet, c'est même plutôt l'inverse. Paradoxalement, le régime autoritaire chinois a énormément besoin de succès économiques pour se maintenir et donc il est de l'intérêt du communisme que l'économie mondialisée s'implante en Chine.

C'est un peu le paradoxe aujourd'hui auquel nous confronte la Chine, mais c'est une vraie question que nous ne tranchons pas mais en tout cas elle pourrait avoir des implications majeures, selon que la Chine passe ou non vers une forme démocratique. Je n'y crois pas du tout et les événements récents ne seront sans doute pas les seules crises que le régime chinois devra traverser. Je ne crois pas qu'il y ait un automatisme entre l'enrichissement de la Chine et la démocratisation de la Chine, malheureusement.

• **La deuxième question sur la démocratie, c'est la démocratie chez nous.** Si l'on accumule un certain nombre d'indicateurs, le vieillissement de nos populations, les tensions sur le marché du travail entre les classes laborieuses et les classes retraitées, en particulier pour le financement des systèmes de retraite, si on accumule ceci plus les mesures sécuritaires qui seront prises de plus en plus dans nos sociétés en particulier pour prévenir les risques terroristes, si on ajoute également la peur ou le manque d'innovation de ces sociétés vieillissantes, effrayées par l'étranger, on peut avoir légitimement un certain nombre de questions sur l'avenir de nos systèmes démocratiques.

Il suffirait d'un attentat majeur pour peut-être que certains systèmes ou certains groupes politiques en tout cas profitent de la situation et remettent en cause les fondements de nos systèmes démocratiques. On a vu récemment aux Etats-Unis, non pas une remise en cause du système démocratique américain, mais en tout cas sur des points très ponctuels comme l'utilisation de la torture, comme le non-respect du droit international sur un certain nombre de questions concernant les droits de l'homme, on a vu que la lutte contre le terrorisme pouvait amener à certains excès. C'est une des questions pour l'avenir de la démocratie.

• Enfin, et je termine là-dessus, **la troisième question majeure** est l'acceptation par les occidentaux du fait que nous sommes rentrés dans une nouvelle révolution historique, fin de la domination occidentale sur l'ensemble de l'activité planétaire. **Nous entrons dans un monde qui n'est plus ou qui ne sera plus le nôtre.**

Les occidentaux ont eu le leadership, depuis Charles Martel, de l'ensemble des évolutions économiques, politiques, religieuses, philosophiques, culturelles. Aujourd'hui, nous entrons dans un nouveau monde qui n'est pas celui de la faiblesse et de la disparition de l'Occident, mais qui est celui de **la relativité de la puissance occidentale par rapport à d'autres puissances émergentes** ayant elles aussi leur culture et une prétention à l'universel. Il est possible que les Chinois un jour nous parlent de la portée universelle des valeurs chinoises.

Nous sommes entrés dans un monde qui n'est plus le monde dominé par l'Occident et cela c'est une vraie révolution culturelle. C'est très facile quand on est un irresponsable comme moi de le dire et de l'écrire, c'est très difficile quand on est un responsable politique ou un responsable économique de l'intégrer dans la pratique de sa politique ou de son développement économique. Je crois que c'est la question majeure pour l'avenir de la mondialisation et en particulier pour l'avenir des occidentaux au sein de cette mondialisation.

Est-ce que nous allons savoir négocier ce tournant, est-ce que nous allons savoir partager le pouvoir avec les autres ? C'est donc toute la question de la gouvernance mondiale. Est-ce que nous accepterons de ne plus avoir l'hégémonie sur un certain nombre de questions majeures ? Ou est-ce que nous allons entrer dans une phase du maintien coûte que coûte du leadership et de la suprématie des occidentaux au risque de nier l'évidence ?

Par exemple aujourd'hui il est impossible de gérer les questions climatiques, les questions sanitaires mondiales, uniquement entre occidentaux. Cela n'a pas de sens, il faut la coopération des Russes, des Chinois, des Indiens, des Africains, etc. Si on prend une crise beaucoup plus ponctuelle, si je prends le cas de la crise iranienne ou de la crise du conflit israélo-palestinien, aujourd'hui il est clair que les Américains et les Européens ensemble, c'est-à-dire ceux qui sont les leaders du camp occidental, sont incapables tout seuls de gérer ces crises sans la coopération d'autres puissances en particulier des Russes et des Chinois.

C'est notre conclusion. Les Trente Glorieuses qu'avait connues l'Union européenne en termes de prospérité, de sécurité et de rayonnement de la culture européenne et occidentale sont vraiment derrière nous. Toute la question, et le grand défi de l'Union européenne, c'est de savoir si elle sera capable de proposer, en particulier de proposer aux Américains, un modèle de gouvernance internationale, de nouveaux principes de régulation internationale qui fassent la part aux autres. Nous sommes convaincus à l'institut qu'une bonne partie de la stabilité aussi bien économique que politique des vingt prochaines années dépendra de la capacité des occidentaux à partager le pouvoir plutôt qu'à vouloir à tout prix le conserver.

## **Débat avec la salle, animé par monsieur Bernard POUYET, président de la section Prospective du CESR Rhône-Alpes**

**M. POUYET.-** Merci Nicole Gnesotto d'avoir tenu le temps. Du coup, votre propos gagne en dramatisation. Le monde que vous nous promettez pour 2025, après nous avoir précisé qu'il était très largement dans la continuité des tendances observées aujourd'hui, ce monde, que ce soit sur les effets de la mondialisation avec le risque d'encore plus de fragmentations que d'unification dans le monde, que ce soit sur la détérioration de la planète et de l'environnement, que ce soit sur l'accentuation des différences entre les pauvres et les riches, que ce soit sur les dangers qui guettent la démocratie, etc. Quand on sait qu'en plus les 300 pages de votre ouvrage sont formidablement argumentées, que vous en avez étudié d'autres, qu'il y a tous les chiffres qui sont à l'appui de votre propos, on se dit qu'en 2025 cela n'ira pas mieux.

À partir de ce constat et vous avez terminé là-dessus en disant que la stabilité du monde va reposer aussi sur la capacité que nous aurons, nous, Européens à comprendre que nous ne sommes plus seuls au monde et que cela ne s'organise plus autour de nous, quand on ramène cela aux stratégies des Etats, aux stratégies des décideurs régionaux (politiques, économistes, organisations syndicales, entreprises, etc), vous leur dites quoi ? Que fait-on devant ce constat ? Est-ce qu'il y a quand même quelques endroits ou quelques fenêtres qui nous feront dire, là on a des atouts, là on a des cartes à jouer ?

Je regrette un peu que dans les tendances vous n'ayez rien dit sur ce qui est une partie de votre ouvrage, sur l'évolution des technologies, parce que là on se sent à l'aise en Rhône-Alpes, que ce soit sur les biotechnologies ou les micro nano et sur le développement de l'informatique. Dans ce monde qu'il faut voir tel qu'il est et tel qu'il se développe, quelles sont les perspectives d'intervention qui nous permettront finalement, je ne dirai pas de nous sauver seuls, mais de contribuer à ce que nous nous sauvions et à ce que nous sauvions un peu les autres aussi ?

**Mme GNESOTTO.-** Je n'ai pas voulu désespérer Rhône-Alpes, ce n'était pas du tout mon propos et je suis désolée si vous l'aviez compris comme cela ! D'ailleurs, je ne suis pas du tout désespérée sur l'avenir de la planète.

Notre propos, en faisant cet ouvrage et en prenant la décision de le publier, c'était de dire des choses qui ne se disent pas. En particulier, de dire que l'avenir n'est pas radieux, que la mondialisation, c'est un mélange d'opportunités et de risques. Comme tout le monde ne parle que des opportunités, nous avons choisi de parler des risques et en particulier des très grandes incertitudes qui planent sur l'ensemble du système mondial.

Peut-être qu'effectivement cela donne une vision, sinon dramatique en tout cas plutôt sombre de l'avenir, mais je crois que c'est la réalité. Les Trente Glorieuses que nous avons connues sur le continent européen sont totalement terminées, sont totalement derrière nous. Ce qui est nouveau, je crois, parce que la mondialisation mélange les flux, abolit les frontières, etc, c'est que l'intérieur des sociétés sera beaucoup plus perméable aux évolutions du monde que cela n'était le cas jusqu'à maintenant. Le mélange entre les évolutions extérieures et les évolutions intérieures sera de plus en plus évident. Cela ne veut pas dire que nos populations s'intéressent de plus en plus à l'actualité internationale mais, de facto, parce que leur vie quotidienne est insérée dans un système mondialisé, que ce soit un système d'information, que ce soit un système économique, leur vie quotidienne est reliée à la vie quotidienne de l'ensemble pratiquement de la planète.

Je lisais ce matin les derniers chiffres que l'on peut avoir sur internet. Il y a aujourd'hui 1,3 milliard de gens qui sont connectés sur la planète et en chiffres absolus, ce sont d'abord les Américains, ensuite les Chinois. Bien évidemment en Chine, vous avez tous les systèmes de censure qui essaient de s'appliquer. La prévision dans vingt ans c'est que 22 % de la population mondiale sera connectée, c'est-à-dire plus de 2 milliards de gens.

Dans ce système-là où tout est immédiatement connu de tout le monde, il est très difficile et il sera très difficile pour les gouvernements, et j'imagine pour les décideurs économiques, de continuer à séparer ce qui relève de la politique intérieure ou de la politique régionale de ce qui relève de la politique mondiale. Que ce soit en termes de gouvernance politique ou de gouvernance économique, ce sont de nouvelles règles, de nouvelles formes de prises de décisions, d'appropriation collective, qu'il faudra inventer.

Pourquoi je dis tout cela ? Pour en revenir à votre question, encore une fois il ne s'agit pas de désespérer et de devenir nostalgique du monde ancien. J'aurais pu aussi parler tout à fait de façon positive des opportunités extraordinaires qui sont créées par la mondialisation économique. Le fait qu'un tiers, je crois, de la population chinoise soit sorti de l'extrême pauvreté, c'est quand même un progrès dans l'histoire de l'humanité. Il se trouve que cela a un coût qui est payé par d'autres sociétés.

Je crois, qu'il s'agisse des dirigeants politiques ou des dirigeants économiques ou des dirigeants régionaux, il faut leur dire la même chose, c'est-à-dire que ce monde sera un monde beaucoup plus complexe, beaucoup plus incertain, beaucoup plus rapide. Les phases de croissance vont succéder à des phases de crises qui vont elles-mêmes être très rapides ou très brutales. On est entré dans une très grande complexité et incertitude à tous les points de vue et dans cette mesure-là, ce qu'il faut faire aussi bien sur le plan politique que sur le plan économique, et vous le savez mieux que moi, c'est diversifier le risque. Il me semble que la grande leçon de cette nouvelle complexité et de cette volatilité du système international, c'est la nécessité absolue de diversifier ses investissements, ses prises de risques, de façon à pouvoir réduire les effets de chocs brutaux.

Evidemment cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de valeur ajoutée, tous les pays ont leur valeur ajoutée et tous les pays essaieront de la jouer sur la scène internationale, de même pour Rhône-Alpes, mais je crois que ce dont il faut être conscient c'est que aussi bien l'horizon des investissements s'élargit, que la Chine et l'Inde sont des horizons d'investissement pratiquement obligatoires en termes politique et économique, mais que ces horizons également se fragilisent. C'est cela la complexité qu'il faut savoir appréhender sur les vingt ans qui viennent.

**M. POUYET.**- Monsieur le Président LACROIX, vous souhaitez intervenir.

**M. LE PRESIDENT.**- Vous avez abordé, madame, un premier point sur l'économie. Etant du monde de l'économie, ma première question portera là-dessus.

Je crois que ce qui nous sensibilise tous, c'est le constat qui est fait aujourd'hui de ce déséquilibre croissant du commerce mondial au profit de l'Asie, Chine d'abord et puis Inde qui vient derrière maintenant de plus en plus rapidement, ce qui est probablement dû à un différentiel de coût du travail qui leur est très favorable. En face de cela, on constate un savoir-faire qui s'est accru et du coup, l'ensemble leur est particulièrement favorable.

Avez-vous poussé vos analyses pour les vingt ans qui viennent, sur soit la continuité de ce coût du travail et du savoir-faire qui leur est favorable et ce que cela donne en enrichissement chez eux et en appauvrissement chez nous ? Ou bien sur la nouvelle tendance que l'on voit apparaître, une augmentation progressive du coût du travail chez eux, qui fait qu'à un certain stade un rééquilibrage pourrait se faire, c'est-à-dire qu'ils deviendraient moins compétitifs en termes de coût du travail surtout si en plus les coûts du transport s'accroissent ?

Dernier élément qui est financier, c'est qu'il semble que ce qu'on leur achète soit financé de plus en plus par un déséquilibre de balance commerciale et de balance des paiements pour les Etats-Unis en particulier. Jusqu'où les Etats-Unis pourront-ils payer ce déséquilibre commercial par de la monnaie qui devient de la fausse monnaie, qui aujourd'hui est de moins en moins recherchée et appréciée ? On voit les pays pétroliers qui se détournent du dollar pour plutôt aller rechercher l'euro. Jusqu'à quand la Chine acceptera-t-elle de remplir ses coffres de dollars qui se dévaluent au fil du temps ? Est-ce qu'à la limite la bulle explosera tout d'un coup comme celle des subprimes parce qu'il y a un certain stade où l'on ne peut plus accepter un niveau d'endettement trop élevé ?

**Mme GNESOTTO.**- Merci beaucoup Monsieur le président. Ce ne sont pas des questions faciles, je vais essayer d'y répondre.

Pour l'Inde et la Chine, le grand avantage comparatif de ces pays, c'est évidemment le bas coût du travail mais aussi l'énorme réservoir de main-d'œuvre qui est derrière et qui n'est pas encore entré dans le cycle de la mondialisation. Par exemple, l'Inde est devenue aujourd'hui le premier pays pour les technologies de l'information. 25 % des activités de services en Haïti se font en Inde, mais l'agriculture occupe toujours 55 % de la population active. Toujours pour l'Inde, on considère que d'ici vingt ans, un tiers de la population, c'est-à-dire 300 millions de gens, resteront au seuil de pauvreté, soit 1 dollar par jour. Cela fait 300 millions de réservoir de gens à mettre encore sur le marché du travail.

Pour la Chine, le réservoir humain est encore plus impressionnant. On dit que le PNB chinois va bientôt rejoindre celui des Etats-Unis, en tout cas les Chinois seront la troisième puissance économique du monde. Si on regarde en termes de PNB par habitant, dans vingt ans le PNB chinois par habitant sera à 12 % du PNB américain par habitant. Donc une marge encore très grande de rattrapage, y compris pour la partie de l'économie chinoise totalement mondialisée.

Je serais tentée de répondre que la normalisation du coût du travail sera beaucoup plus rapide sur des pays de taille relativement réduite, en particulier ce que l'on appelait autrefois les nouveaux dragons d'Asie du sud-est, mais que, pour la Chine et l'Inde, je crois que le réservoir est énorme et que l'on n'a pas encore vu la fin des répercussions, en particulier dans nos pays, de cette énorme faiblesse du prix du travail à cause du réservoir démographique considérable qui existe.

Quant à la dette américaine, nous savons tous que la monarchie française est morte d'une énorme dette accumulée par Louis XIV et ses successeurs. Quels pourraient être les effets à terme de l'endettement américain ? Endettement qui prend des proportions tout à fait étonnantes. Les Américains dépensent aujourd'hui à eux tout seuls la moitié des dépenses militaires mondiales, ce qui fait à peu près 800 milliards de dollars et si on ajoute le coût de la guerre de l'Afghanistan, ils en sont à 3 000 milliards de dollars par an, d'investissements non productifs, même pas productifs en termes de sécurité internationale.

Effectivement, la question est jusqu'où, jusqu'à quand cet équilibre instable peut-il tenir ? La réponse que l'on est tenté de donner c'est que dans une situation mondialisée d'interdépendance comme le sont aujourd'hui l'économie américaine et l'économie chinoise, l'interdépendance fragilise les deux partenaires. Il y avait eu, il y a quelques années, quelques spéculations sur le fait que, le jour où les Chinois vendront les bons du Trésor américains qu'ils possèdent, à ce moment-là ils pourront ruiner l'Amérique et s'affirmer comme la grande puissance du 21<sup>ème</sup> siècle, mais ce n'est évidemment pas comme cela que les choses vont se passer.

La crise financière aujourd'hui peut être un signal d'alarme pour les autorités américaines. Je ne sais pas ce que la prochaine administration fera, mais sans aucun doute elle sera obligée d'aller vers des phases de rigueur budgétaire, que l'administration républicaine, pour des raisons plus idéologiques que de vraies raisons économiques, n'a pas voulu prendre. En tout cas si ce sont les démocrates qui gagnent, forcément ils iront vers davantage de rigueur budgétaire, y compris dans le niveau des dépenses publiques et surtout dans le niveau de dépenses militaires.

Est-ce que l'on a le temps d'attendre mars 2009 ou est-ce que la crise financière va, comme une traînée de poudre, entraîner un vrai Jeudi noir ? Très franchement, je ne sais pas. Je crois qu'aujourd'hui personne n'est capable de répondre à cette question. L'inquiétude est générale sur l'ensemble des marchés boursiers et financiers, y compris en Asie, et donc quand il y a inquiétude générale, il y a plutôt solidarité générale. Très franchement, je ne sais pas comment répondre à cette question.

Ce qui est en tout cas une grande leçon de la crise aujourd'hui, c'est que l'on a besoin de systèmes de régulation transparents, contrôlés, contrôlables, notamment du marché financier international, système qui n'existe pas aujourd'hui. On a un système de régulation du commerce,

on a un système de régulation de l'économie mondiale, on n'a pas de système de régulation des transactions financières internationales.

**M. POUYET.**- Où ces systèmes de régulation se préparent-ils aujourd'hui ?

**Mme GNESOTTO.**- On ne les voit pas se préparer, mais c'est la responsabilité du politique. Cela peut être au prochain sommet du G8 ou du G20, comme cela avait été fait après la Seconde guerre mondiale -c'était une initiative totalement politique des Américains-, de créer un certain nombre d'institutions multilatérales pour éviter les crises qui avaient déclenché les deux guerres mondiales.

Il y a une responsabilité des politiques que pour l'instant on ne voit pas venir, mais que la crise elle-même pourrait créer.

**M. MAURER, conseiller du CESR Rhône-Alpes.**- Merci madame pour votre exposé. Vous n'avez cité qu'une seule fois l'Amérique latine, vous avez beaucoup insisté sur la Russie, la Chine et l'Inde. Est-ce que l'Amérique latine peut être considérée comme un peu différente des autres grandes nations, le Brésil en particulier, ou est-ce que, effectivement, c'est simplement parce que le poids qu'ils vont représenter ne suffira pas à jouer les équilibres tels que vous les avez évoqués ?

**Mme GNESOTTO.**- Nous avons un chapitre entier sur l'Amérique latine dans le livre, mais c'est vrai que je n'en ai pas parlé parce que j'ai beaucoup plus insisté sur les zones à problèmes ou les zones à risques ou les puissances qui seront structurantes. Ce qui ne veut pas dire que l'Amérique latine ne compte pas, au contraire.

Le poids démographique et économique de l'Amérique latine a cessé d'augmenter, en particulier le poids du Brésil qui est une très grande puissance régionale, une très grande puissance spatiale, une très grande puissance militaire, une très grande puissance technologique qui a failli être une puissance nucléaire. Les Brésiliens ont d'eux-mêmes stoppé leur programme nucléaire militaire, mais c'est un pays qui a potentiellement toutes les capacités pour être une très grande puissance.

Ce que nous mettons en relief dans le livre, ce sont plutôt les fragilités de cette Amérique latine et elles sont très spécifiquement latino-américaines, si je puis dire. Elles sont propres à ce continent. Ce sont premièrement la fragilité des systèmes politiques à cause d'un héritage historique, mais surtout de l'énorme essor de la criminalité organisée sur les économies d'Amérique latine qui les fragilisent beaucoup, avec tout le cortège de guérillas qui fragilisent encore aujourd'hui les démocraties sud-américaines.

Dans les prévisions -il se trouve que je suis aussi membre de la commission du Livre blanc sur les affaires étrangères, que nous devons remettre à M. Kouchner dans quelques mois-, beaucoup d'experts n'excluent pas un certain nombre de conflits inter étatiques en Amérique latine à cause justement des enjeux financiers énormes qui sont dans cette criminalité organisée. C'est un point très important de fragilisation de l'Amérique latine.

Le deuxième point, c'est le mode de relations bilatérales que les pays d'Amérique latine arriveront à définir avec la nouvelle puissance américaine. En termes démographiques, les Etats-Unis dans vingt ans seront un pays où la communauté hispanique sera plus importante que la communauté blanche d'origine protestante et irlandaise. Sociologiquement, la culture américaine, le mode de représentation que les Etats-Unis auront du monde doit être fortement influencé par cette prépondérance des communautés asiatiques et hispaniques aux Etats-Unis. Cela peut amener à un nouveau type de relation entre la puissance américaine et l'Amérique latine, qu'elle a longtemps considérée comme ses satellites politiques et économiques.

Cela peut donc avoir un effet positif sur les relations avec les Etats-Unis, mais aussi un effet déstabilisant. Vous savez qu'en Amérique latine il y a dans un certain nombre de pays, et pas seulement au Venezuela, une idéologie de la contestation de la suprématie américaine qui, comme tous les éléments de la mondialisation, aujourd'hui se solidarise avec un certain nombre d'autres idéologies beaucoup plus contestataires. Il y a un système à la fois antiaméricain,

antioccidental, qui se précise entre les pays producteurs d'énergie, comme l'Iran, le Venezuela, et qui peuvent effectivement fragiliser fortement cette partie sud de la puissance américaine.

Ce sont les deux éléments de fragilité, mais pour le reste nous n'accordons pas autant d'importance à l'Amérique latine qu'à l'Afrique et au Moyen-Orient et même à la Russie parce que ce ne sera pas un continent où l'avenir, à la fois de la sécurité internationale et de la prospérité internationale, se jouera. Cela se jouera, encore une fois, au sud et en Asie.

**Mme VALENCE.**- Je fais partie d'une association environnementaliste dans le sud de l'Isère. Nous avons fait le déplacement avec ma collègue parce que ce sujet nous intéresse particulièrement. Merci beaucoup pour votre exposé.

Je trouve qu'il y a beaucoup de points communs entre votre exposé et les propositions de Lester Brown qui parle d'un pacte écologique mondial, une sorte de plan B.

Ce que j'ai retenu de ses écrits, qui au niveau des conclusions recourent de nombreuses fois ce que vous venez de dire, c'est qu'il est absolument nécessaire d'aller vers un partage du pouvoir, certes, mais pas seulement, aussi des capacités financières et aussi de notre territoire et des ressources naturelles évidemment.

Il parle aussi de ce formidable investissement que les pays occidentaux mettent dans l'armement. Il fait un petit calcul et il propose que si l'on utilisait 16 % des investissements militaires pour une redistribution des ressources écologiques et économiques dans le monde, cela permettrait d'annuler complètement la faim dans le monde et aussi d'éviter cette lutte de pouvoir. Pour lui, la solution ce n'est pas de travailler dans le sens d'une augmentation de la militarisation, comme on le voit par exemple dans ce conflit israélo-palestinien où Israël est extrêmement puissant au niveau militaire et met beaucoup d'énergie et d'argent dans ces structures-là pour se défendre des Palestiniens en face, très pauvres.

Lester Brown propose que les pays les plus riches, en l'occurrence tous les pays de l'OCDE, partagent une partie de leur PIB avec les pays les plus pauvres pour essayer d'adoucir ces tensions qui commencent à apparaître et qui ne vont faire que s'accroître d'ici 2025 et au-delà.

**M. POUYET.**- Quand on a dirigé l'Institut d'étude de sécurité européenne, que pense-t-on de cette proposition ?

**Mme GNESOTTO.**- Je pense que si le monde était raisonnable, cela se saurait. Je partage totalement, en tant que citoyen, ce que vous dites mais il se trouve que cela ne se fera pas parce que les Etats ne fonctionnent pas comme ça et que le sentiment de l'intérêt général mondial n'est pas ce qui définit un intérêt étatique. Un acteur étatique défend les intérêts particuliers de sa communauté et de son territoire.

Ce que vous me dites, cela me fait penser à une autre comparaison que j'utilisais beaucoup quand j'étais à l'Union européenne pour essayer de convaincre les ministres des affaires étrangères qu'il fallait dépenser un tout petit peu plus pour le développement. Si vous prenez le niveau des dépenses militaires dans le monde, à peu près 1 000 milliards de dollars aujourd'hui, le niveau des dépenses d'aide publique au développement c'est 60 milliards de dollars. Les Américains dépensent à peu près 80 % des dépenses militaires mondiales et 16 % de l'aide publique au développement. Les Européens dépensent 16 % des dépenses militaires mondiales, 50 % d'aide publique au développement.

On est pas mal d'une certaine façon, nous, Européens, dans notre prise de conscience que le financement du développement des plus pauvres est un impératif de sécurité. Il y a une espèce de conscience presque intuitive des Européens.

L'Union européenne est le premier donateur mondial d'aide au développement et le premier annulateur de dettes des pays du tiers-monde. Il y a une conscience stratégique intuitive des Européens qui comprennent qu'il faut qu'il y ait un lien entre le développement économique et que la sécurité n'est pas simplement une question militaire. C'est donc plutôt encourageant.

De là à bouleverser complètement les politiques et la façon dont les Etats gèrent leur budget et leurs instruments de puissance, je crois qu'au-delà de l'investissement citoyen cela ne peut pas être le programme politique des Etats.

Pour en revenir à l'environnement, ce que je considère aussi c'est qu'aujourd'hui on accuse beaucoup les Américains, à juste titre d'ailleurs, de ne pas vouloir, de ne pas avoir voulu s'associer au protocole de Kyoto, d'être extrêmement résistants y compris sur des chiffres extrêmement symboliques de réduction des gaz à effet de serre pour un horizon extrêmement lointain, 2050. C'est vrai que les Américains refusent, pour des raisons strictement économiques de préservation de leur industrie, en particulier automobile. Ce que l'on ne peut pas exclure, c'est que la percée technologique qui sera faite non pas pour résoudre, mais en tout cas pour aider à résoudre une partie des problèmes environnementaux, c'est que cette percée technologique peut être faite par l'industrie américaine elle-même et en particulier par l'industrie automobile américaine.

La contradiction est là. Il y a une prise de conscience qui est effectivement non contestable de la nécessité qu'il y aurait à investir beaucoup plus dans la protection de la planète et le développement des pays pauvres, mais il y aussi une logique privée, une logique d'enrichissement qui pourrait être tout à fait bénéfique pour le sauvetage de la planète et peut-être l'enrichissement des pays pauvres.

Autrement dit, la mondialisation, l'acteur privé, n'est pas forcément le plus mal placé, en particulier quand il s'agit de chercher des nouvelles technologies qui permettent de répondre à des défis de demain. Quand on voit par exemple les énormes investissements que font les industries automobiles japonaises et américaines justement sur la propriété des technologies du futur, on se dit que peut-être la solution aux problèmes de l'environnement créés par l'industrie mondialisée viendra de l'industrie plutôt que des Etats.

**M. POUYET.-** Dans votre ouvrage, vous insistez là-dessus. Vous dites que finalement les Etats-Unis qui sont plutôt des mauvais élèves en termes d'accords multilatéraux sur ces questions d'environnement (Kyoto, etc), misent tout sur les innovations technologiques.

**Mme GNESOTTO.-** Oui, parce qu'ils ont une valeur ajoutée extraordinaire.

**M. POUYET.-** Est-ce que là c'est une piste ? Est-ce que l'on peut continuer à avoir les positions qui sont celles de notre pays, par exemple dans les accords multilatéraux, mais est-ce que précisément lutter contre les dégradations de l'environnement à partir des innovations technologiques c'est véritablement un élément sur lequel on doit aujourd'hui investir, puisque vous avez insisté aussi sur toute la question de l'investissement ?

**Mme GNESOTTO.-** Je crois que les Français ont une valeur ajoutée de l'expertise très forte sur l'eau, la purification de l'eau, mais à part quelques créneaux très particuliers, je suis absolument convaincue que si l'on veut accéder à ces marchés du futur, parce que ce sont quand même des milliards et des milliards d'euros qui sont en jeu, le bon échelon n'est pas l'échelon national, c'est vraiment l'échelon européen. D'ailleurs la commission européenne aujourd'hui, et M. Barroso, pardonnez-moi l'expression, "met le paquet" sur la stratégie de l'Union européenne pour favoriser l'innovation technologique et notamment l'innovation technologique pour régler ou pour aider à régler les questions environnementales.

Je crois que sur cette question et sur la possibilité par des innovations technologiques d'aider à la résorption d'un certain nombre de déséquilibres environnementaux, le bon échelon d'action à la fois d'investissement et d'action, c'est l'échelon européen, ce n'est plus l'échelon national.

**Mme NIVEAU, conseillère du CESR Rhône-Alpes.-** Vous mettez en parallèle la réduction historique de la pauvreté parmi les gens qui sont dans la mondialisation et à côté une accélération de la pauvreté pour les gens qui ne sont pas mondialisés. Est-ce qu'il y a une relation de cause à effet ? Est-ce qu'effectivement le fait d'être mondialisé, qui arrange d'un côté, fait que s'accélère la pauvreté par ailleurs ?

Vous évoquez la stabilité mondiale par rapport à notre capacité à partager un pouvoir, puisque l'on n'est plus majoritaire. L'Europe, vous le dites en même temps, en 2025 ce sera 8 % de la population mondiale, donc est-ce que 8 % de la population mondiale pourra jouer sur la capacité de stabilisation ?

J'ai envie de ramener aussi là, par rapport à la stabilisation, tous ces gens qui sont en dehors de la mondialisation, qui aujourd'hui ne profitent de rien. Est-ce qu'à un moment donné en étant de plus en plus nombreux, ils auront une place par rapport à cette stabilité ?

**Mme GNESOTTO.**- À votre première question, la réponse est, pardonnez-moi, à la fois oui et non. Oui, dans les économies mondialisées. Par exemple aux Etats-Unis, l'ensemble des études y compris publiées par les sources américaines elles-mêmes, montrent qu'entre 2000 et 2005, qui sont cinq années de croissance économique extraordinaire aux Etats-Unis, malgré tout, le nombre de pauvres a augmenté de 11 à 12,7 % pour atteindre en 2005 le chiffre de 37 millions de pauvres américains. Là, je dirais, oui, il y a un effet. La mondialisation entraîne une certaine paupérisation de la couche basse des classes moyennes américaines. C'est très clair.

Je dirais non en même temps au niveau global. Par exemple, si je reviens au continent africain, je crois qu'il y a des raisons historiques internes, endogènes, de sous-développement africain, plus des raisons environnementales et politiques, c'est-à-dire le fait que les gouvernances dans ce pays depuis les guerres de décolonisation ont été des gouvernances corrompues et non pas des gouvernances qui investissaient dans le développement de leur pays. Je crois que pour ce qui concerne le continent africain ce n'est pas un effet direct de la mondialisation.

C'est pour cela que les chiffres sont souvent trompeurs. Quand vous prenez un chiffre global et que vous voyez, réduction de 400 millions de la pauvreté dans le monde, vous dites que c'est formidable. Quand vous regardez le chiffre, en fait, c'est réduction de la pauvreté en Chine et en Inde et pour l'Afrique complètement hors-jeu du système international, une augmentation continue, drastique, de la pauvreté.

De même, les chiffres du FMI disent que la croissance du PIB africain est de 6 % par an depuis 5 ans. Quand vous voyez cela, vous vous dites que c'est extraordinaire. 6 % c'est plus que la Chine. En fait, c'est le prix des matières premières qui est responsable à 90 % de ce chiffre et donc cela n'a aucun effet sur le développement même des sociétés et le niveau de vie des populations africaines. Les chiffres effectivement sont parfois très trompeurs. Comment partager quand on est que 8 % de la population mondiale ? 8 %, ce n'est pas l'Europe. Ce sont les Etats-Unis plus l'Europe.

Quand je dis que ce monde n'est plus le nôtre, cela ne veut pas dire que nous ne représentons plus que 8 % de la puissance mondiale. Cela veut dire que nous sommes 8 % de la population. En termes de puissance économique, technologique, le nombre de brevets aux Etats-Unis reste faramineux, en termes d'attraction des universités américaines, ils restent leaders évidemment pendant quelques années, même si les universités chinoises rattrapent petit à petit. 8 % de la démographie, cela ne veut pas dire 8 % du pouvoir, bien évidemment. On a beaucoup de choses à partager, mais je crois que le partage c'est avant tout une position politique. En particulier, les Etats-Unis sont dans une culture du leadership qui est historiquement la culture normale des Américains, en tout cas au moins depuis la Première guerre mondiale. Même avec les alliés européens quand on leur demande un partnership, ils ont du mal, ils ne savent pas partager, ce n'est pas dans la culture historique des Etats-Unis. Je crois que c'est d'abord une révolution de ce type et c'est là où je crois que les Européens ont un avantage comparatif.

Pourquoi ? Qu'est-ce que c'est que la construction européenne depuis 57 ? C'est une organisation, une forme de gouvernance interne qui est fondée sur deux choses : sur le partage du pouvoir politique, c'est-à-dire aucun pays n'est plus important que l'autre dans l'Union européenne, et sur la solidarité, la redistribution entre les riches et les pauvres, c'est-à-dire les fonds structurels.

C'est cela le modèle de gouvernance de l'Union européenne. Il n'y a pas de leader, il n'y a pas une grande puissance qui en impose aux autres, il y a un partage du pouvoir politique. On fait des compromis, on négocie, on se dispute mais on arrive à trouver des compromis, et ensuite on redistribue la richesse entre les riches et les pauvres.

Il se trouve que dans l'Union européenne cette mécanique de redistribution a été géographique. Rien n'interdit de penser que dans les années qui viennent, elle puisse être autre chose que géographique. Elle pourrait être socioprofessionnelle par exemple. C'est toute l'idée là aussi de la commission de créer un fond d'accompagnement des restructurations qui serait un fond non pas pour des régions, mais pour des catégories socioprofessionnelles, voire même pour des individus.

Ce modèle de l'Union européenne, de gouvernance interne, c'est-à-dire on partage le pouvoir et on redistribue une partie de la richesse à ceux qui n'en ont pas, c'est à mon avis le modèle de la gouvernance mondiale qu'il faudrait instaurer dans les vingt ans qui viennent. Il faudrait arriver à globaliser ce modèle de gouvernance européenne.

Le paradoxe, malheureusement, c'est que c'est au moment, je crois, où ce modèle européen est le plus moderne, c'est-à-dire le plus adapté à inspirer les leaders de demain, que l'Union européenne elle-même doute le plus de la pertinence et de l'utilité de sa propre construction. On n'a donc pas au niveau européen aujourd'hui, en dépit du nouveau traité, cette dynamique, cette force de proposition que l'on avait eue dans l'Union européenne, par exemple du temps de Jacques Delors où l'Union européenne était une vraie force de proposition, y compris dans les négociations internationales, y compris à l'OMC. On ne l'a pas aujourd'hui parce que l'on est dans une situation paradoxale où l'on a un vrai modèle moderne pour la mondialisation et une vraie crise dépressive à la fois des citoyens et aussi des leaders européens.

**M. POUYET.**- Nous sommes vertueux, mais au moment où nous le sommes, nous n'avons plus confiance en nous ?

**Mme GNESOTTO.**- Exactement.

**M. ELDIN, conseiller du CESR Rhône-Alpes.**- Merci madame de votre exposé et de vos informations. J'avoue avoir du mal à être optimiste dans tout ce que vous nous avez dit, mais malgré tout on voit qu'il y a des solutions possibles.

Les délocalisations dans tout cela, avenir ou temps perdu ?

D'autre part, vous avez dit que les grandes vagues migratoires étaient devant nous. Je voulais vous demander quels étaient les pays les plus concernés ? Vous avez déjà un peu répondu, mais pouvez-vous préciser s'il vous plaît ?

La politique actuelle de la France dans ce domaine, selon vous, est-ce qu'elle résiste à cette visée d'avenir, est-ce une bonne résistance, n'y a-t-il pas d'autres façons d'appréhender ? Et comment les choses se passent ailleurs dans le monde ?

**Mme GNESOTTO.**- Les délocalisations, si j'ai bien compris votre question, est-ce qu'elles ont un avenir ? La réponse est oui, bien évidemment. Elles sont structurellement liées au processus de mondialisation économique. On est aujourd'hui dans une économie, en tout cas en Occident, où il n'y a pratiquement plus de production industrielle. L'ensemble de l'économie est une économie de services, donc tout ce qui est de la production industrielle et manufacturière est délocalisée, va être délocalisée.

Je ne suis pas économiste, mais ce que je comprends c'est que c'est un phénomène absolument consubstantiel pendant une phase encore assez longue de la mondialisation, celle justement dont parlait notre Président, où peut-être le rattrapage du coût du travail dans les pays nouvellement mondialisés ferait que ces délocalisations s'arrêteraient ou en tout cas seraient peut-être même rapatriées chez nous.

En termes de migration, les grandes zones de flux migratoire sont toujours des zones de différentiel de richesses. C'est évidemment l'Amérique latine par rapport aux Etats-Unis et je vous rappelle que

les Américains ont commencé à construire un mur ce qui est quand même en termes d'ouverture de la mondialisation, un symbole tout à fait effrayant.

Deuxièmement, bien évidemment, la Méditerranée puisque nous sommes la zone de contact entre l'Afrique, le Maghreb et le continent européen, qui est quand même un des continents les plus riches de la planète. Ce qui est très intéressant aujourd'hui dans les flux migratoires, c'est qu'une grande partie de l'immigration africaine transite d'abord par les pays du Maghreb, reste un moment dans ces pays et après repart vers les pays de l'Union européenne.

Cette vague est non seulement inévitable, mais je dirais même nécessaire en particulier pour un certain nombre d'emplois que nous ne sommes plus capables nous, dans les pays européens, de fournir nous-mêmes. C'est peut-être discutable, mais beaucoup de rapports partent du principe que le développement des emplois à la personne, en particulier dans des sociétés où la population vieillit, se fera à partir des vagues d'immigration.

Je n'ai pas très bien compris votre dernière question. Je ne veux pas parler de la politique française du tout. J'ai oublié ce qu'était la France pendant sept années à l'Union européenne et je vous assure que l'on voit le monde différemment quand on est à Bruxelles.

C'est le mot "résister" qui m'interpelle. Je crois qu'il ne faut pas résister, il faut suivre le rythme et il faut le réguler. Il faut accompagner tout en essayant de réguler des choses qui de toute façon sont inévitables. Je crois qu'il ne faut pas résister, mais essayer de gérer, de modeler, de façonner cette mondialisation et en particulier de lui imposer des règles, de lui imposer des contrôles et de lui imposer une obligation de redistribution de richesses, aussi bien aux pays pauvres qu'à certaines couches de nos populations qui seront affectées par la mondialisation.

Autrement dit, il faut du politique pour gérer la mondialisation. Je suis absolument convaincue, encore une fois ayant passé sept ans à l'Union européenne, que les marchés ne créent pas de politique. Il y a une rupture totale entre la logique des marchés et la responsabilité politique. Il faut donc un vrai volontarisme politique pour civiliser cette mondialisation tout en lui permettant de s'épanouir.

Je ne sais plus si c'est dans ce livre ou dans un article, on a une image que je trouve assez intéressante qui est de reprendre le thème de Lampedusa dans "Le guépard". Vous savez que, dans ce livre, le prince de Salina, grand personnage de Sicile qui sent très bien monter la révolution, qui sent que son pouvoir va lui échapper, que l'aristocratie est terminée, qui a donc une intelligence très fine de cette révolution des consciences et du monde, décide de marier son neveu à la fille d'un marchand de pâtes, un grand bourgeois. Et c'est toute l'histoire du Guépard et du film que vous avez sans doute vu. C'est cela je crois la vraie morale.

Quand je dis qu'il ne faut pas résister, c'est : il faut partager pour garder. Il faut partager le pouvoir pour le garder. Je suis absolument convaincue de cela.

**Mme SIMON, conseillère CESR Rhône-Alpes, CFDT.**- J'ai été très intéressée par votre exposé. Vous avez parlé de plusieurs continents et souvent de l'Afrique. Le fait de la jeunesse de l'Afrique et des difficultés financières et économiques, son évolution va passer par quoi ? Quelle est l'influence des religions au sein de tous ces pays ?

On voit monter une puissance des religions et une puissance financière, notamment par rapport à l'Islam qui a beaucoup de pouvoirs parce qu'ils ont une certaine industrie et par là, ils tiennent aussi les gens.

Je me demande donc quelle influence les religions vont avoir dans le monde et dans ce continent africain ?

**Mme GNESOTTO.**- Vous posez une des questions les plus difficiles qui soit. Très franchement et très modestement, c'est vraiment une des questions les plus complexes, c'est-à-dire le rôle des religions dans les relations internationales et dans l'évolution du monde.

Ce que l'on remarque depuis deux décennies, c'est l'apparition d'un radicalisme religieux dans tous les grands monothéismes, en particulier, dans la religion chrétienne, dans l'islam et dans la

religion juive. Il y a des courants extrémistes dans ces trois monothéismes. Ce que l'on remarque aussi, c'est qu'un de ces mouvements radicaux est passé dans l'extrémisme radical et en particulier dans le terrorisme. Pour l'instant, cela ne concerne que l'islam.

Par exemple, il y a eu avant 2001 aux Etats-Unis un certain nombre d'attentats, qui n'étaient pas spectaculaires, mais qui étaient dus à des groupes d'extrême droite religieux, radicaux, qui se revendiquaient comme tels. C'est minime effectivement par rapport au 11 septembre 2001 qui est la référence de tout le monde.

On sait aussi que le discours du choc des religions et des civilisations est devenu une espèce de discours mondialisé. Tout le monde le tient, aussi bien le Président américain que M. Ahmadinejad. Un certain nombre de sociétés se structurent sur l'opposition religieuse, sur l'opposition identitaire, en particulier dans les zones de conflits et notamment la zone israélo-palestinienne.

Je ne sais pas si la religion est devenue un facteur important des relations internationales ou si c'est comme d'habitude, c'est-à-dire que la religion est utilisée par un certain nombre d'acteurs qui ont des intérêts de pouvoir, des intérêts territoriaux, des intérêts économiques. La religion est utilisée comme elle l'a toujours été, comme Marx avait théorisé qu'elle l'était depuis toujours.

J'ai plutôt tendance à penser, à ne pas croire à la force politique des mouvements religieux en tant que tels. Quand vous regardez aujourd'hui, en particulier dans le monde arabo-musulman, il y a toujours des Etats qui sont derrière les mouvements religieux. Il y a deux Etats qui se disputent depuis toujours le pouvoir, qui sont l'Arabie Saoudite et l'Iran et tous deux financent deux extrémismes très différents, donc il y a toujours des intérêts étatiques derrière. Est-ce que cela veut dire pour autant qu'il faille exclure, comme j'ai tendance à le faire, mais je considère que je n'ai pas du tout la vérité incarnée, l'idée que les mouvements religieux en tant que tels peuvent être des mouvements à la fois soit régulateurs, soit déstabilisateurs ? Je ne sais pas. J'ai plutôt une vision instrumentaliste de la religion. Je crois qu'elle est très bien utilisée par des groupes très puissants ou qui en tout cas ont envie d'être plus puissants à l'avenir.

**M. POUYET.**- Je vais prendre les quatre dernières questions.

**M. FORMSER.**- Sophie Body-Gendrot vient de publier un livre intitulé "La peur détruira-t-elle la ville ? ». <sup>2</sup>Vous avez dit, à propos de la démographie, à quel point une ville deviendrait le lieu important sur la planète quels que soient les Etats, les religions ou les systèmes politiques de référence.

Suivant la réflexion de l'auteur qui dit que les grandes villes mondiales risquent fort de se trouver structurées par des modèles ségrégatifs où une grande partie des richesses accumulées serviront de manière stérile à protéger les populations les unes contre les autres, si la jeunesse du monde doit apprendre dès aujourd'hui un modèle de comportement plus adapté au partage dont vous parliez sur ce modèle européen où la peur de l'autre ne fait heureusement pas trop partie des habitudes, comment faut-il s'y prendre pour que cette culture du leadership que nous pratiquons dans nos grandes écoles -qui sont le modèle de régulation de la plupart des assemblées politiques qui sont le modèle idéal de la citoyenneté active-, ne soit pas précisément annonciatrice d'un renfermement plus fort des différentes composantes qui, dans une ville, pratiquent leurs habitudes sociales sans nécessairement se connaître suffisamment ?

**M. KHAMASSI.**- Vous avez remis au centre l'action politique de façon un peu à amener la régulation des rythmes mais en même temps, quand on regarde l'action politique depuis environ une quarantaine d'années on voit que ce sont à peu près les mêmes façons de fonctionner, les mêmes méthodes de gouvernance.

Selon vous, si aujourd'hui on mettait tout à plat, il faudrait combien de temps pour changer et avoir de nouvelles équipes politiques qui pensent différemment et qui produisent une vision différente de l'avenir ?

---

<sup>2</sup> « La peur détruira-t-elle la ville ? » Sophie BODY-GENDROT, Bourin éditeur, 2008

**M. FLAUGERE, conseiller CESR Rhône-Alpes.**- Une question très simple, très rapide. Vous nous avez fait part de votre inquiétude sur les problèmes climatiques au niveau mondial, sur la raréfaction de l'eau. Certains rapports apparaissent aujourd'hui en dénonçant l'équilibre alimentaire et les soucis d'alimentation dans les années 2030 à 2050. Qu'en pensez-vous ? Est-ce que vous ne pensez pas que cela fait partie des données qui risquent de modifier beaucoup de choses ? Parce que le premier confort cela peut être l'environnement, le deuxième c'est boire et le troisième, c'est manger.

**M. MANCRET, conseiller CESR Rhône-Alpes.**- Je voudrais souligner la disparité qui existe en Chine entre la côte est et la façade ouest, si bien que le PNB chinois est surtout le fait d'une partie de la Chine, alors que l'autre partie s'enfonce dans la pauvreté. En 35 ans, je n'ai jamais vu dans des villages ou des villes de l'ouest la moindre évolution en termes de niveau de vie. Est-ce qu'il n'y a pas là un danger considérable d'implosion du fait de cette disparité ?

La deuxième question avait été abordée, il y a assez longtemps dans le cadre des conseils du commerce extérieur, lors d'un colloque, c'était la question de la Méditerranée. Les 19 pays qui entourent la Méditerranée en intégrant le Portugal qui est lié à l'Espagne, l'alternative méditerranéenne avait été soulignée, notamment par le professeur Cotta à l'époque, sur ce sujet. Ce qui m'apparaissait intéressant, c'était que cela faisait un contrepoids par rapport à la politique allemande qui était à la fois européenne et tournée vers l'est. Aujourd'hui, est-ce que cette idée est reprise dans les nouvelles conditions qui sont dévoilées sur la Méditerranée ?

**Mme GNESOTTO.**- Vous me pardonnerez, mais je vais répondre très vite à chacune de ces questions.

Démographie, leadership dans les villes, j'ai bien compris votre question. La façon dont j'ai envie de répondre c'est plutôt par une boutade, mais qui n'en est pas une. Si j'étais aujourd'hui ministre de l'Education nationale, ce qui n'a aucune chance de se produire, je financerais pour tous les élèves à partir de la seconde un voyage en Asie, c'est-à-dire que nos futures élites, nos futurs adultes, voient de leurs yeux ce qu'est la différence. Je crois que c'est une mesure très simple qui, à mon avis, changerait profondément la culture du leadership des occidentaux ou, en tout cas, les amènerait peut-être à un tout petit peu plus d'attention à la différence, tout simplement. Peut-être que l'attention à la différence entraîne ensuite le rejet, mais au moins je trouve qu'aller voir une fois comment cette partie du monde est différente et se développe, je trouve que pour des jeunes de 16 ou 17 ans cela devrait être bénéfique.

Combien de temps pour faire de nouvelles élites politiques ? Peut-être le temps que ces nouveaux lycéens reviennent de Chine... Je ne sais pas répondre à votre question. Je serais tentée de dire que les crises ouvrent les yeux. Il ne faut pas espérer des crises pour pouvoir changer mais en même temps on sait bien que la plupart des politiques sont faites en réaction plutôt qu'en anticipation des crises.

L'équilibre alimentaire. Vous avez totalement raison, et c'est un des regrets que nous avons dans ce livre. Je n'ai pas du tout travaillé cette question, mais j'ai entendu un exposé fascinant de la directrice de l'INRA, sur la révolution alimentaire dans le monde. L'INRA a fait des études tout à fait passionnantes montrant que les asiatiques, mais en particulier les Chinois, ont changé complètement leur mode alimentaire depuis 20 ans et mangent des protéines animales.

Cela n'avait jamais été le cas, ils mangeaient du riz et du poisson depuis des millénaires. Ils se sont mis à manger des protéines animales et en particulier de la viande et du lait. Cela peut avoir des implications tout à fait considérables, non seulement sur le développement physique des Chinois d'ici 3, 4 ou 5 générations, mais surtout sur l'équilibre alimentaire mondial.

Je ne sais pas quelle conclusion en tirer mais je suis absolument convaincue que vous avez raison, que c'est une question majeure, et d'ailleurs on sent bien aussi à l'Union européenne que l'on

commence à changer de discours sur la politique agricole commune. Ce ne sont pas des excédents que nous avons, c'est peut-être au contraire une rareté alimentaire qui est devant nous.

Disparité interne de la Chine. Monsieur, vous avez tout à fait raison. Il y a en Chine des éléments très forts de fragilité. De grandes tensions sociales à cause du déséquilibre dans un pays tellement immense et avec plus d'un milliard d'habitants. En même temps, je crois que le degré d'acceptation pour le pouvoir politique chinois, est proportionnel à l'extension de la côte Est si je puis dire. À condition que de plus en plus de Chinois intègrent le système de l'économie normale, l'acceptation par ceux qui sont en dehors du système à mon avis reste positive tout simplement dans l'anticipation qu'un jour ce sera leur tour. Je crois qu'effectivement il y a de vraies tensions internes, il y a d'énormes problèmes de pollution interne, de populations déplacées à l'intérieur de la Chine dont on ne parle jamais, mais je ne suis pas sûre que ce soit encore à un niveau d'instabilité tel que le régime chinois en pâtirait.

Quant à la Méditerranée, ce qui est très clair c'est qu'elle a réconcilié la France et l'Allemagne et cela c'est déjà formidable.

**M. POUYET.**- Merci madame. La preuve de gratitude la plus importante que l'on puisse vous faire, c'est de vous permettre de prendre votre train. Merci beaucoup pour tout ce que vous nous avez apporté.

Je vous conseille à tous de vous reporter à cet ouvrage "Le monde en 2025". Nous l'utiliserons en tout cas pour nos travaux de prospective.

# Annexe



## LISTE DES PARTICIPANTS

### A LA 2ème RENCONTRE DE LA PROSPECTIVE, 18 mars 2008

**ABDERRHAMANE Zohra**

Vice-présidente du CESR Rhône-Alpes

**ALLAND François**

Directeur régional DRCE

**AMBROISE-THOMAS Colette**

Vice-présidente du CESR Rhône-Alpes

**AUGUSTE François**

Vice-président du Conseil régional Rhône-Alpes

**BAILLY Jean-Marc**

Vice-président du CESR Rhône-Alpes

**BALAIN Jacques**

Vice-président du CESR Rhône-Alpes

**BAPTISTE Claude**

Conseiller du CESR Rhône-Alpes

**BARBEREAU Jean-Marie**

Associé MAZARS

**BAROU Maurice**

Responsable du service gestion DCO - Conseil régional Rhône-Alpes

**BARRAUD Jacqueline**

Conseiller du CESR Rhône-Alpes

**BASILI Sabine**

Conseiller du CESR Rhône-Alpes

**BERARD Christian**

Directeur ESDES

**BIGRE Jacques**

Membre du comité directeur CLD du Bugey

**BLANDINIÈRES Gisèle**

Conseillère du CESR Rhône-Alpes

**BLANLUET Joëlle**

Conseillère du CESR Rhône-Alpes

**BOURRASSEAUT Patrick**

Directeur du syndicat mixte du Bassin de Bourg en Bresse

**CARRAZ Alexandra**

Chargée de communication DERIC - Conseil régional Rhône-Alpes

**FLAUGERE Jean-Luc**

Conseiller du CESR Rhône-Alpes

**FUINEL Jean-Claude**

Associé Sherwood consulting

**FRAILE Espérance**

CCI Valence

**GAUDICHET François**

Directeur régional de la Banque de France

**GUIGNARD Philippe**

Directeur régional DRIRE

**HERPIN-KAY Isabelle**

Chargée de mission « Prospective » DPERC - Conseil régional

**JACCARD Roger**

Ancien CESR

**KHAMASSI Samir**

Conseiller du Conseil régional Rhône-Alpes

**LAMBERT Jacques**

Conseiller du CESR Rhône-Alpes

**LAURENT Claude**

Vice-président du CESR Rhône-Alpes

**MACCHICOANE Michel**

Conseiller du CESR Rhône-Alpes

**MADIES Jean-Luc**

Président du Conseil de développement du Pays du Bugey

**MALEGARIE Alain**

Délégué adjoint DRCA

**MARSAL Thierry**

Chargé de mission « économie » de la Trésorerie général du Rhône

**MAYEN Pascal**

CFTC

**MELLIER Jean-Michel**

Directeur délégué de l'agence de l'eau

**MEUNIER Anne-Marie**

Animatrice CLD Nord-Isère

**CENNAC Jean-Claude**

Directeur général VELAN SAS

**CHALLEAT Marc**

SGAR

**CLEMENT Gérard**

Conseiller du CESR Rhône-Alpes

**CONDAMIN Yvon**

Vice-président du CESR Rhône-Alpes

**COHEN ALORO Fabien**

Conseiller économique et social du CESR

**CORON Colette**

CESR Ancien

**M. COUCHE**

Collaborateur de M. SOULIGNAC

**DE BEBAZE Denis**

Directeur général IDRAC

**DECOR Jean-Pierre**

Directeur général de l'Institut des sciences du vivant

**DEJOUR Valérie**

Chargée de mission - Conseil régional Rhône-Alpes

**DESFORGES Gilles, représentant MINISSIEUX Paul**

Mairie de Brignais

**DEPROST Michel**

Journaliste

**DE QUINSONAS Bruno**

Conseiller du CESR Rhône-Alpes

**DESCHAMPS Alain**

CCI Ain

**DEVICTOR Bernadette**

Conseillère du CESR Rhône-Alpes

**DOUZA Anne-Sophie**

Chargée de mission CDRA

**DUCLOS Robert**

Ancien CESR

**DUPUY Claude**

Vice-président CESR Midi-Pyrénées

**ENCRENAZ Simone**

Conseil de développement du Pays Voironnais

**ENTRINGER Aude**

Inspectrice – Trésorerie générale Rhône-Alpes

**NIVEAU Marie-Blandine**

Conseillère du CESR Rhône-Alpes

**NERSON Béatrice**

Directrice adjointe USC Grenoble

**OLIVIER Myriam**

Chargée de mission ENTPE

**PHILIBERT Marc**

Président directeur général « Cars Philibert »

**PITANCE Christel**

Consultante SITEUM

**PONCET Brigitte**

Déléguée régionale CFE-CGC

**POTARD Nicole**

Responsable ateliers innovation TECHTERA

**PERINEL Bruno**

Directeur national IDRAC

**PERZO Pascal**

Directeur général de l'Institut ASPEN

**POUYET Bernard**

2<sup>ème</sup> vice-président du CESR Rhône-Alpes

**PROST Michel-Louis**

Conseiller du CESR Rhône-Alpes

**PUBIE Magalie**

DRCA

**RAYNAL Thierry**

Chargé de mission PRAO

**REGNIER Jean-Roger**

Délégué régional EDF

**SEIGLE-VATTE Gérard**

Vice-président du CESR Rhône-Alpes

**SIMON Bernard**

Conseiller pour la liaison Lyon-Turin Conseil régional Rhône-Alpes

**TRANCHAND Bernard**

Vice-président du CESR Rhône-Alpes

**VALENCE Corinne**

Association PRAC

**VANOYE Jean**

1<sup>er</sup> vice président du CESR Rhône-Alpes



Les tendances d'évolution du monde en 2025, présentées par Nicole GNESOTTO, sont la résultante de l'analyse de multiples documents. Elles s'inscrivent volontairement dans un scénario de continuité, en excluant les ruptures globales.

Elles confirment la montée en puissance des acteurs asiatiques, l'appauvrissement du continent africain, l'aggravation des déséquilibres Nord-Sud, des mouvements migratoires de grande ampleur, la crise environnementale...

La question posée à l'Occident est son repositionnement par rapport à un leadership donc il n'a plus le monopole et qu'il doit apprendre à partager avec d'autres.

Dans un monde où les évolutions intérieures et extérieures sont totalement perméables, l'Europe a des atouts à mettre en avant dans le cadre d'une régulation des relations internationales à reconstruire.

*Nicole GNESOTTO occupe actuellement la chaire sur l'Union européenne au CNAM, après avoir dirigé l'Institut d'étude de sécurité européenne. Elle est avec Giovanni GREVI, co-auteur de l'ouvrage collectif « Le monde en 2025 », édité en 2007 chez Robert LAFFONT.*

**PROSPECTIVE • PREVISION ECONOMIQUE •  
GEOPOLITIQUE • DEMOGRAPHIE • RISQUES  
MAJEURS**

Conseil économique et social régional  
Rhône-Alpes  
78 route de Paris - BP 19  
69751 Charbonnières-les-Bains cedex  
Téléphone : 04 72 59 49 73  
Télécopie : 04 72 59 51 98

[www.rhonealpes.fr](http://www.rhonealpes.fr)

**Rhône-Alpes** Région  
Conseil économique et social régional